

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2010/205437]

**5 OCTOBRE 2010. — Circulaire relative à l'établissement des règlements fiscaux y compris de ceux relatifs aux taxes additionnelles**

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Membres des Collèges communaux,

Pour information :

A Madame et Messieurs les Gouverneurs,

A Mesdames et Messieurs les Députés provinciaux,

A Mesdames et Messieurs les Secrétaires et Receveurs communaux,

A Mesdames et Messieurs les Greffiers provinciaux,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la confection des budgets pour l'année 2011, je me dois de vous rappeler les prescrits en matière de fiscalité communale.

A cet égard, j'insiste sur la nécessité absolue pour les administrations locales d'apporter un soin tout particulier à définir les objectifs qu'elles entendent poursuivre par le vote d'un règlement-taxé.

En effet, ce n'est qu'au travers de ces objectifs, qu'en cas de recours, les juridictions pourront juger de la légalité du règlement qui leur est soumis.

Les règlements de taxe et de redevance doivent être adoptés suffisamment tôt de telle sorte qu'ils puissent avoir reçu l'approbation requise et entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice concerné afin de pouvoir porter sur les faits qui se produiront à partir du 1<sup>er</sup> janvier.

Dans cette optique, la ligne du temps présentée ci-après doit être respectée afin que le règlement soit opposable aux tiers :

1. La fixation de l'ordre du jour du conseil communal prévoit l'adoption du règlement.
2. La convocation du conseil communal est faite régulièrement et toutes les pièces relatives à ce point sont mises à la disposition des membres du conseil communal conformément à l'article L1122.13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
3. Le règlement est adopté par le conseil communal.
4. Le règlement est envoyé dans les quinze jours de son adoption par le conseil communal aux autorités de tutelle (envoi simultané au collège provincial et au Gouvernement wallon) conformément à l'article L3132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation D.
5. Le règlement est approuvé par l'autorité de tutelle. Le règlement est publié conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (pour les modalités plus précises, voir circulaire budgétaire du 18 septembre 2008).
6. Le règlement entre en vigueur au plus tôt le cinquième jour qui suit celui de sa publication.

Il peut entrer en vigueur plus tôt (mais en tous cas pas avant le jour même de sa publication) mais uniquement à la condition que cela soit prévu expressément dans le règlement.

Même si ces bonnes pratiques concernent tous les règlements fiscaux, et surtout les taxes indirectes et les redevances, il faut néanmoins réserver un sort particulier aux taxes additionnelles au précompte immobilier et à l'impôt des personnes physiques. En effet, ces taxes additionnelles sont soumises à la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire au Gouvernement wallon (décret du 22 novembre 2007 qui a inséré l'article L3122-2 dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation - *Moniteur belge* du 21 décembre 2007) mais la loi du 24 juillet 2008 (*Moniteur belge* du 8 août 2008) est venue ajouter une dimension particulière au régime applicable à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques.

C'est ainsi que pour mettre fin à la problématique de la rétroactivité des taux (arrêt du 14 mars 2008 de la Cour de Cassation dans l'affaire de Lessines), cette loi a confirmé l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifié l'article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009 (*Moniteur belge* du 8 août 2008). Cet article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 prévoit désormais qu'à partir de l'exercice 2009, un règlement-taxé devra entrer en vigueur avant le 31 janvier de l'année civile dont le millésime désigne l'exercice d'imposition et que, à défaut, l'enrôlement se fera sur base du pourcentage communal applicable pour l'exercice précédent.

Le non-respect des délais pouvant, à cet égard, être juridiquement préjudiciable envers la commune, je vous encourage dès lors à adopter vos règlements-taxes et redevances pour une périodicité pluriannuelle.

Néanmoins, dans le souci de permettre aux nouveaux conseils d'appréhender la politique fiscale communale dans sa globalité, je suggère de revoter l'ensemble des règlements fiscaux communaux en limitant dans tous les cas leur durée de validité au 31 décembre de l'année qui suit celle des élections.

Afin de permettre aux autorités de tutelle d'exercer leur compétence dans de bonnes conditions, j'estime qu'au vu de la procédure actuelle d'exercice de la tutelle et de la formalité de la publication, la dernière date utile pour transmettre les règlements fiscaux - hors taxes additionnelles - à l'autorité de tutelle est fixée au 15 novembre 2010.

En ce qui concerne, le règlement relatif aux centimes additionnels au précompte immobilier, la date ultime pour envoyer la délibération au Gouvernement wallon et pour accomplir les formalités de publication est fixée au 24 décembre 2010.

Enfin, la date ultime pour envoyer au Gouvernement wallon la délibération relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques et pour accomplir les formalités de publication est fixée au 24 janvier 2011.

En résumé :

Nature du règlement	Type de tutelle	Date ultime de transmission à la tutelle	Adresse d'envoi	Date ultime de publication
Taxes et redevances	Tutelle spéciale d'approbation	15 novembre 2010	Au collège provincial ET au Gouvernement wallon : M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, rue Van Opre 91, à 5100 Namur	24 décembre 2010
Centimes additionnels au précompte immobilier	Tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire au Gouvernement wallon	24 décembre 2010	Au Gouvernement wallon : M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, rue Van Opre 91, à 5100 Namur	24 décembre 2010
Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	Tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire au Gouvernement wallon	24 janvier 2011	Au Gouvernement wallon : M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, rue Van Opre 91, à 5100 Namur	24 janvier 2011

Namur, le 5 octobre 2010.

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2010/205437]

#### 5. OKTOBER 2010 — Rundschreiben bezüglich der Festsetzung der steuerlichen Verordnungen, einschließlich derjenigen bezüglich der Zuschlagsteuern

An die Damen und Herren Bürgermeister und Mitglieder der Gemeindegremien,

Zur Information :

An die Damen und Herren Gouverneure,

An die Damen und Herren Provinzabgeordneten,

An die Damen und Herren Gemeindesekretäre und Gemeindeeinkünfte,

An die Damen und Herren Provinzregierungsbeamten,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Im Rahmen der Anfertigung der Haushaltspläne für das Jahr 2011 möchte ich Sie an die Vorschriften in Sachen Steuerwesen der Gemeinden erinnern.

Diesbezüglich bestehe ich auf die absolute Notwendigkeit für die lokalen Verwaltungen, ganz besonders dafür zu sorgen, dass die Zielsetzungen, die sie mittels der Verabschiedung einer Steuerverordnung verfolgen möchten, bestimmt werden.

Nur unter Berücksichtigung dieser Zielsetzungen werden in der Tat die Rechtsprechungsorgane die Gesetzmäßigkeit der ihnen vorgelegten Verordnung beurteilen können.

Die Verordnungen in Sachen Abgaben und Gebühren müssen früh genug verabschiedet werden, so dass sie die erforderliche Genehmigung rechtzeitig erhalten und am 1. Januar des betreffenden Haushaltsjahres in Kraft treten können, um auf die Vorgänge, die ab dem 1. Januar stattfinden werden, anwendbar zu sein.

In dieser Hinsicht muss die unten stehende Zeitlinie eingehalten werden, damit die Verordnung Dritten entgegengestellt werden kann :

1. In der Tagesordnung des Gemeinderates wird die Verabschiedung der Verordnung vorgesehen.
2. Die Einberufung des Gemeinderates erfolgt ordnungsgemäß, und alle Unterlagen bezüglich dieses Punktes werden den Mitgliedern des Gemeinderates gemäß Artikel L1122.13 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung zur Verfügung gestellt.
3. Die Verordnung wird durch den Gemeinderat verabschiedet.

4. Die Verordnung wird innerhalb von 15 Tagen nach ihrer Verabschiedung durch den Gemeinderat an die Aufsichtsbehörden (gleichzeitige Einsendung an das Provinzkollegium und an die Wallonische Regierung) gemäß Artikel L3132-2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung D geschickt.

5. Die Verordnung wird durch die Aufsichtsbehörde genehmigt. Die Verordnung wird gemäß den Artikeln L1133-1 und 2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung veröffentlicht (für die genauen Modalitäten s. das Haushaltsrundsreiben vom 18. September 2008).

6. Die Verordnung tritt frühestens am fünften auf den Tag ihrer Veröffentlichung folgenden Tag in Kraft.

Sie kann auch früher in Kraft treten (aber auf jeden Fall nicht vor dem Tag ihrer Veröffentlichung), dies aber nur unter der Bedingung, dass dies ausdrücklich in der Verordnung vorgesehen ist.

Sogar wenn diese bewährte Verfahren alle steuerlichen Verordnungen und vor allem die indirekten Abgaben und die Gebühren betrifft, müssen trotzdem die Zuschlagssteuern auf den Immobilienvorabzug und auf die Steuer der natürlichen Personen einer besonderen Behandlung unterzogen werden. Diese Zuschlagsteuern unterliegen in der Tat der allgemeinen Annullierungsaufsicht mit zwingender Übermittlung an die Wallonische Regierung (Dekret vom 22. November 2007, durch welches Artikel L3122-2 in den Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung eingefügt worden ist - *Belgisches Staatsblatt* vom 21. Dezember 2007); das Gesetz vom 24. Juli 2008 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. August 2008) hat aber der auf die Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen anwendbaren Regelung eine besondere Dimension hinzugefügt.

So hat dieses Gesetz, um der Problematik der Rückwirkung der Sätze (Urteil des Kassationshofs vom 14. März 2008 in der Sache Lessines) ein Ende zu setzen, die Festsetzung bestimmter kommunaler Zuschlagsteuern und der Agglomerationszuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen für jedes der Steuerjahre 2001 bis 2007 bestätigt und Artikel 468 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 ab dem Steuerjahr 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 8. August 2008) abgeändert. In diesem Artikel 468 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird fortan vorgesehen, dass ab dem Steuerjahr 2009 eine Steuerverordnung vor dem 31. Januar des Kalenderjahres, dessen Jahreszahl das Steuerjahr bezeichnet, in Kraft zu treten hat und dass in Ermangelung davon die Eintragung in die Heberolle auf der Grundlage des für das vorherige Steuerjahr anwendbaren kommunalen Prozentsatzes erfolgen wird.

Da die Nichteinhaltung der Fristen in dieser Beziehung der Gemeinde juristisch schaden kann, ermutige ich Sie, Ihre Verordnungen in Sachen Steuern und Gebühren für einen mehrjährigen Zeitraum zu verabschieden.

In dem Bemühen, es den neuen Räten möglich zu machen, sich auf die kommunale steuerliche Politik in ihrer Gesamtheit einzustellen, schlage ich vor, die Gesamtheit der kommunalen steuerlichen Verordnungen erneut zu verabschieden, wobei deren Gültigkeitsdauer auf jeden Fall auf den 31. Dezember des auf das Jahr der Wahlen folgenden Jahres zu begrenzen ist.

Um es den Aufsichtsbehörden möglich zu machen, ihre Befugnisse unter guten Bedingungen ausüben zu können, bin ich der Meinung, dass angesichts des jetzigen Verfahrens zur Ausübung der Aufsicht und der Veröffentlichungsformalität das letzte nützliche Datum zur Übermittlung der Steuerverordnungen - außer den Zuschlagsteuern - an die Aufsichtsbehörde auf den 15. November 2010 festgesetzt wird.

Was die Verordnung bezüglich der Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug betrifft, wird das äußerste Datum zur Übermittlung der Beratung an die Wallonische Regierung und zum Vornehmen der Veröffentlichungsformalitäten auf den 24. Dezember 2010 festgesetzt.

Letztendlich wird das äußerste Datum zur Übermittlung an die Wallonische Regierung der Beratung bezüglich der Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen und zum Vornehmen der Veröffentlichungsformalitäten auf den 24. Januar 2011 festgesetzt.

Zusammenfassung :

Art der Verordnung	Art der Aufsicht	Äußerstes Datum für die Übermittlung an die Aufsichtsbehörde	Versandanschrift	Äußerstes Datum für die Veröffentlichung
Steuern und Gebühren	Besondere Genehmigungsaufsicht	15. November 2010	An das Provinzkollegium UND an die Wallonische Regierung, Hn. Paul Furlan, Minister für lokale Behörden und Städte, rue Van Opré 91 in 5100 Namur	24. Dezember 2010
Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug	Allgemeine Annullierungsaufsicht mit zwingender Übermittlung an die Wallonische Regierung	24. Dezember 2010	An die Wallonische Regierung, Hn. Paul Furlan, Minister für lokale Behörden und Städte, rue Van Opré 91 in 5100 Namur	24. Dezember 2010
Zuschlagsteuer auf die Steuer der natürlichen Personen	Allgemeine Annullierungsaufsicht mit zwingender Übermittlung an die Wallonische Regierung	24. Januar 2011	An die Wallonische Regierung, Hn. Paul Furlan, Minister für lokale Behörden und Städte, rue Van Opré 91 in 5100 Namur	24. Januar 2011

Namur, den 5. Oktober 2010

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2010/205437]

**5 OKTOBER 2010. — Omzendbrief voor het opmaken van de belastingsverordeningen, met inbegrip van die voor de aanvullende belastingen**

Aan de Dames en Heren Leden van de Gemeentecolleges,  
Ter informatie :  
Aan Mevrouw en de heren Gouverneurs,  
Aan de Dames en Heren Provinciaal gedeputeerden,  
Aan de Dames en Heren Gemeentesecretarissen en Gemeenteontvangers,  
Aan de Dames en Heren Provinciegriffiers,  
Dames en Heren,

In het kader van de opmaak van de begrotingen voor het jaar 2011 heb ik de plicht u te wijzen op de bepalingen inzake gemeentelijke belastingen.

In dat verband dring ik erop aan dat het absoluut noodzakelijk is dat de plaatselijke besturen de doelstellingen die ze willen nastreven met de stemming van een belastingverordening nauwkeurig omschrijven.

Bij rechtszaken kunnen de rechtbanken immers enkel door onderzoek van die doelstellingen nagaan of de hen voorgelegde verordening wettelijk is.

De belasting- en retributieverordeningen moeten vroeg genoeg aangenomen worden om de vereiste goedkeuring te krijgen en in werking te treden op 1 januari van het betrokken aanslagjaar zodat ze kunnen gelden voor de feiten die zich vanaf 1 januari voordoen.

In die optiek moet de hieronder omschreven tijdslijn in acht genomen worden om de verordening inroepbaar te kunnen maken tegenover derden.

1. Met het oog op de vergadering van de gemeenteraad wordt het punt "aanneming van de verordening" geagendeerd.

2. De gemeenteraad wordt regelmatig bijeengeroepen en alle stukken in verband met dat punt worden ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel L1122.13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

3. De verordening wordt door de gemeenteraad aangenomen.

4. De verordening wordt binnen de vijftien dagen na aanneming ervan door de gemeenteraad aan de toezichthoudende overheden overgezonden (tegelijk provinciecollege en Waalse Regering), overeenkomstig artikel L3132-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

5. De verordening wordt goedgekeurd door de toezichthoudende overheid. De verordening wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikelen L1133-1 en 2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (voor nadere uitleg, zie begrotingsomzendbrief van 18 september 2008).

6. De verordening treedt ten vroegste in werking de vijfde dag na de dag van bekendmaking ervan.

Ze kan vroeger in werking treden (maar geenszins voor de dag zelf van bekendmaking), maar dan enkel als de verordening zelf daar uitdrukkelijk in voorziet.

Zelfs als die goede praktijken betrekking hebben op alle belastingverordeningen, en vooral op de indirecte belastingen en de retributies, dient desondanks bijzondere aandacht te worden besteed aan de verordening inzake de opcentiemen op de onroerende voorheffing en de personenbelasting. Die aanvullende belastingen worden immers voorgelegd aan het algemeen vernietigingstoezicht met verplichte verzending aan de Waalse Regering (decreet van 22 november 2007 waarbij artikel L3122-2 ingevoegd werd in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie - *Belgisch Staatsblad* van 21 december 2007), maar de wet van 24 juli 2008 (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2008) voegde een bijzondere dimensie toe aan de regeling voor de aanvullende belasting op de personenbelasting.

Om een einde te maken aan de problematiek van de terugwerkende kracht van de tarieven (arrest van 14 maart 2008 van het Hof van Cassatie in de zaak stad Lessen) heeft die wet dus de vestiging bekrachtigd van bepaalde aanvullende gemeentebelastingen en de aanvullende agglomeratiebelasting op de personenbelasting voor elk aanslagjaar van 2001 tot 2007 en artikel 468 van het Wetboek van inkomstenbelasting 1992 gewijzigd vanaf aanslagjaar 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 2008). Dat artikel 468 van het WIB 1992 bepaalt voortaan dat vanaf het aanslagjaar 2009 het percentage van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting wordt vastgesteld door een belastingreglement dat van toepassing is vanaf een welbepaald aanslagjaar en dat uiterlijk op 31 januari van het kalenderjaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd, in werking treedt. Bij ontstentenis daarvan, wordt de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting gevestigd op grond van het percentage dat van toepassing was voor het vorige aanslagjaar.

Daar de niet-inachtneming van de termijnen in dat opzicht juridisch nadeel zou kunnen opleveren voor de gemeente, nodig ik u ertoe uit uw belasting- en retributieverordeningen aan te nemen voor een meerjaarlijkse periodiciteit.

Om de nieuwe gemeenteraden echter de mogelijkheid te geven het gemeentelijke belastingbeleid globaal uit te stippelen, raad ik éénieder aan de gezamenlijke gemeentelijke belastingverordeningen opnieuw te laten stemmen met, hoe dan ook, een beperking van de duur van hun geldigheid tot 31 december van het jaar volgend op het jaar van de verkiezingen.

Om de toezichthoudende overheid in staat te stellen haar bevoegdheid in goede omstandigheden uit te oefenen, meen ik dat, gelet op de huidige procedure voor de uitoefening van het toezicht en de formaliteit bestaande uit de bekendmaking, de uiterste nuttige datum voor de verzending van belastingverordeningen - behoudens de verordening inzake de aanvullende belastingen - vastgelegd kan worden op 15 november 2010.

Wat betreft de verordening inzake de opcentiemen op de onroerende voorheffing wordt de uiterste datum om de beraadslaging en het besluit aan de Waalse Regering over te zenden en de bekendmakingsformaliteit na te komen, vastgelegd op 24 december 2010.

Ten slotte wordt de uiterste datum om de Waalse Regering de beraadslaging en het besluit inzake de aanvullende belasting op de personenbelasting over te maken en de bekendmakingsformaliteiten te voltooien, vastgelegd op 24 januari 2011.

Samengevat :

Aard van de verordening	Soort toezicht	Uiterste datum voor overzending aan toezicht	Adres waarnaar document opgestuurd wordt	Uiterste bekendmakingsdatum
Belastingen en retributies	Bijzonder goedkeurings-toezicht	15 november 2010	Provinciecollege EN Aan de Waalse Regering, de heer Paul Furlan, Minister van de Plaatselijke besturen en van de stad, rue Van Opré 91, te 5100 Namur	24 december 2010
Opcentiemen op de onroerende voorheffing	Algemeen vernietigings-toezicht met verplicht overzending aan regering	24 december 2010	Aan de Waalse Regering, de heer Paul Furlan, Minister van de Plaatselijke besturen en van de stad, rue Van Opré 91, te 5100 Namur	24 december 2010
Aanvullende personenbelasting	Algemeen vernietigings-toezicht met verplicht overzending aan regering	24 januari 2011	Aan de Waalse Regering, de heer Paul Furlan, Minister van de Plaatselijke besturen en van de stad, rue Van Opré 91, te 5100 Namur	24 januari 2011

Namen, 5 oktober 2010.

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN